

appuyaient cette politique tout autant que les cultivateurs. Ils se rendaient compte que la diminution du pouvoir d'achat des producteurs de blé avait un effet préjudiciable sur toute l'économie de l'Ouest canadien. J'espère que le ministre de l'Agriculture n'interprétera pas comme une manœuvre politique cette campagne menée dans l'Ouest canadien depuis quelques mois.

Une VOIX: Elle y ressemble beaucoup.

M. DOUGLAS (Weyburn): Ce n'est pas ce que j'ai constaté, bien que mon honorable ami interprète peut-être les choses autrement. Le président et le secrétaire de la réunion tenue dans la ville où j'habite étaient, si je ne me trompe, des amis du gouvernement actuel. Un grand nombre de ceux qui ont participé à la campagne étaient des amis du Gouvernement. De nombreux députés libéraux à la législature de la Saskatchewan ont appuyé cette politique. Cela ne signifie pas qu'ils se sont détachés de leur parti, mais simplement qu'ils ont reconnu que les gens de l'Ouest canadien, quelles que fussent leurs opinions politiques, estimaient que les producteurs de blé devaient être mis à même d'obtenir un prix plus raisonnable pour leur produit et avoir un pouvoir d'achat suffisant pour que l'Ouest canadien ne fût pas acculé à la ruine.

Au cours des trois derniers mois j'ai parcouru presque toute la province de Saskatchewan. Je n'avais jamais vu jusque-là autant d'avis de ventes à l'enchère affichés dans les magasins et les bureaux de poste. La province est menacée d'une sortie en masse. Sa population s'achemine vers la côte du Pacifique et vers l'Est. D'après les journaux, le maire de Windsor a adressé aux villes et aux campagnes de l'Ouest des circulaires les exhortant de ne pas venir en aussi grand nombre chercher du travail dans l'Est.

M. WOOD: L'honorable député peut-il nous dire si le bétail mis en vente a rapporté des prix raisonnables?

M. DOUGLAS (Weyburn): D'assez bons prix, parfois. Tel a été le cas dans la région que j'habite.

M. WOOD: Le fait que les cultivateurs sont en état de mettre en vente le fruit de leur travail sous forme de bétail accumulé indique que le pays est dans une situation assez saine.

M. DOUGLAS (Weyburn): Mon honorable ami se plaît à poser des questions et à y répondre lui-même. Il demande: le fait que les cultivateurs obtiennent d'assez bon prix n'indique-t-il que la situation n'est pas trop mauvaise? Voici ce qui est arrivé. En 1937

[M. Douglas (Weyburn).]

la récolte a totalement manqué. Afin d'obtenir des secours, il fallait réduire son bétail au minimum; une vache à lait pour quatre membres d'une famille, je crois, trois porcs, vingt-cinq poules, quatre chevaux, et ainsi de suite. La Saskatchewan a perdu quelques-uns de ses meilleurs troupeaux de bétail. On a vendu \$15 des animaux pur sang qu'on ne pourrait acheter aujourd'hui \$125. Nombre de nos cultivateurs se sont vus contraints de renoncer à l'élevage. Comme ils cherchent à s'y rétablir, celui qui a du bétail de reproduction de bonne qualité à vendre peut en obtenir d'assez bons prix. Les cultivateurs qui autrefois élevaient des porcs et des bestiaux sont forcés de quitter leurs fermes. Plusieurs d'entre eux louent leurs propriétés à des gens qui se proposent de cultiver sur une grande échelle et produire du blé, produit dont on n'a pas besoin maintenant.

M. WOOD: La statistique du bétail indique que la production des animaux dans l'Ouest a considérablement augmenté.

M. DOUGLAS (Weyburn): Je le sais très bien.

M. WOOD: L'honorable député se contredit; je ne comprends pas son raisonnement.

M. DOUGLAS (Weyburn): Ce n'est pas moi qu'il faut blâmer si la puissance de compréhension de mon honorable ami laisse à désirer. Cet exode se répercutera sur notre économie agricole, et d'une façon opposée aux désirs du ministre. Ainsi que je viens de le dire, les exploitants de petits domaines qui s'adonnaient à l'élevage des animaux et à la production laitière abandonnent maintenant leurs fermes à d'autres gens qui se proposent de faire de l'agriculture mécanisée et de se livrer à la production massive du blé. Si nous n'y prenons garde, dans quelques années l'élevage des animaux et l'industrie laitière, industries dont les produits sont si essentiels à la victoire, accuseront un recul dangereux.

Le Gouvernement ne devrait pas considérer cette question comme réglée. Les journaux m'apprennent que les syndicats du blé envoient une délégation à Ottawa. J'espère que le ministre de l'Agriculture ne se croira pas obligé de maintenir l'attitude qu'il a déjà prise à ce sujet. J'espère que le Gouvernement évitera tout parti pris et qu'il n'est pas trop tard pour qu'il modifie sa politique touchant l'écoulement de la récolte de 1941. J'espère également que le Gouvernement étudiera la possibilité de fixer le prix du blé sur les marchés libres à un dollar, et de fixer à un dollar le boisseau, à Fort-William, les avances consenties. Le cas des cultivateurs qui ont vendu leur blé ne devrait présenter aucune difficulté parce que le Gouvernement tient compte de la quantité et de l'origine des livraisons au